



Mission régionale d'autorité environnementale

Auvergne-Rhône-Alpes

**Décision de la Mission régionale d'autorité environnementale
après examen au cas par cas
relative à l'élaboration
du plan local d'urbanisme (PLU)
de la commune de Four (38)**

Décision n° 2017-ARA-DUPP-00475

DÉCISION du 27 septembre 2017
après examen au cas par cas
en application des articles R. 104-28 et suivants du code de l'urbanisme

Le président de la mission régionale d'autorité environnementale Auvergne-Rhône-Alpes du conseil général de l'environnement et du développement durable,

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil, du 27 juin 2001, relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L.104-1 à L.104-8 et R.104-1 à R. 104-33 ;

Vu le décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté du 12 mai 2016 portant approbation du règlement intérieur du conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté du 12 mai 2016 portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable (MRAe) ;

Vu la décision de la mission régionale d'autorité environnementale Auvergne-Rhône-Alpes, du 1^{er} juin 2016, portant exercice de la délégation prévue à l'article 17 du décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 susvisé ;

Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le n° 2017-ARA-DUPP-000475, déposée le 1^{er} août 2017 par la commune de Four, relative à l'élaboration de son plan local d'urbanisme (PLU) ;

Vu la contribution de la Direction Départementale des Territoires de l'Isère en date du 4 septembre 2017 ;

L'Agence Régionale de Santé ayant été consultée en date du 4 août 2017 ;

Considérant, en termes de gestion économe de l'espace, que :

- que les orientations du projet de plan local d'urbanisme présentées dans le dossier de demande d'examen au cas par cas visent à produire 140 logements, soit un objectif sensiblement supérieur au maximum prévu par le Schéma de cohérence territoriale (SCoT) Nord Isère (6 logements / an / 1 000 hab sur la base de la population 2012) ;
- le projet de PLU prévoit une consommation foncière d'environ 7,4 hectares dont 5,5 hectares à vocation résidentielle et 2 hectares à destination économique, d'activités et d'équipements ;
- la densité moyenne des logements prévue est relativement faible (14 logements/ha), très inférieure au minimum prévu par le SCoT (20 logements/ha) ;

Considérant que :

- le projet de PLU prévoit une extension de l'urbanisation au lieu dit « les Moines », dont le périmètre est situé en partie sur une zone identifiée comme humide ;
- malgré l'engagement contenu au sein du projet d'orientation d'aménagement et de programmation (OAP) associée d'intégrer une bande de recul de 10 mètres par rapport au cours d'eau, les éléments d'informations transmis ne permettent pas en l'état d'affirmer la compatibilité des aménagements et usages envisagés avec la préservation de la zone humide et de ses fonctionnalités écologiques ;

Considérant, au regard des éléments fournis par la commune et des éléments évoqués ci-avant, que l'élaboration du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Four justifie la réalisation d'une évaluation environnementale,

DÉCIDE :

Article 1^{er}

Sur la base des informations fournies par la personne publique responsable, **l'élaboration du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Four**, objet de la demande n°2017-ARA-DUPP-00475, **est soumise à évaluation environnementale.**

Article 2

La présente décision ne dispense pas la procédure objet de la présente décision des autorisations et avis auxquels elle peut être soumise par ailleurs.

Article 3

En application de l'article R.104-33 du code de l'urbanisme, la présente décision sera mise en ligne et jointe au dossier d'enquête publique.

Le président de la mission régionale d'autorité
environnementale Auvergne-Rhône-Alpes,



Jean-Pierre NICOL

Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

La décision soumettant à évaluation environnementale peut également faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de la décision, ou dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours gracieux.

La décision dispensant d'évaluation environnementale ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours contentieux. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision approuvant le projet.

Où adresser votre recours ?

- Recours gracieux

Monsieur le Président de la mission régionale d'autorité environnementale d'Auvergne-Rhône-Alpes
DREAL Auvergne-Rhône-Alpes
siège de Clermont-Ferrand
7 rue Léo Lagrange
63033 Clermont-Ferrand cedex 1

- Recours contentieux

Monsieur le Président du tribunal administratif de Clermont-Ferrand
6 cours Sablon
CS 90129
63033 Clermont-Ferrand cedex 1